

342.0 - MA/db  
062.5

Madrid, le 8 septembre 1977

Confidentiel

Une année de gouvernement Suárez

Entre le moment où Suárez, succédant à Arias Navarro, est nommé à la tête du gouvernement et la première réunion des Cortes issues des élections du 15 juin, un an à peine s'est écoulé. Est-ce à dire qu'en l'espace de douze mois les institutions franquistes ont été reléguées au Musée ? La vitesse prise, surtout depuis le début de l'année 1977, pour mettre sous toit la Réforme politique a surpris. Une impulsion a été donnée, créant à la fois sa propre dynamique et un processus irréversible. Ainsi, les réactions de la droite traditionnelle, de l'armée et de l'extrême gauche ont-elles à peine pu ébranler l'élan réformateur. La liberté d'association politique et syndicale a eu pour effet la légalisation du Parti communiste, décision difficile prise après bien des atermoiements. Dans la foulée du 15 juin, les organisations situées à la gauche du PCE se sont vues également légalisées (marxistes léninistes, trotskystes, maoïstes, carlistes et organisations républicaines). Les personnalités de la République en exil ont pu revenir les unes après les autres au pays, notamment la "Pasionaria" Dolores Ibarruri. Un terme a été ainsi mis aux institutions issues de la guerre civile et du franquisme (dissolution du Movimiento, des syndicats nationaux, du gouvernement de la République en exil à Paris et clandestines comme l'Union démocratique militaire).

- 2 -

La politique d'apaisement s'est concrétisée par des mesures d'amnistie prises davantage au gré des circonstances que selon une politique déterminée. Elle a ainsi donné l'impression d'être l'effet de la "Grâce du Prince" et n'a pas vraiment convaincu.

Suárez a su interpréter avec habileté la volonté du Roi d'ouvrir à l'Espagne les portes de la démocratie. La soumission au Roi auquel l'Armée a toujours marqué sa fidélité ainsi que l'évolution vers la démocratie déjà attendue et souhaitée depuis quelque temps par le peuple espagnol ont permis une transition sans heurts très marqués. Cette période a été entrecoupée d'actes de violence, principalement dus aux Basques et d'attentats commis par des extrémistes qui ont tenté de secouer le pays avant les échéances électorales, mais sans y parvenir. Les résultats des élections législatives du 15 juin - chose surprenante - donnent une image à peu près semblable à celle de 1936. La grande inconnue résidait dans la capacité d'attraction de la gauche non communiste.

Le PSOE, recrutant parmi les nouvelles classes ouvrières et moyennes, a su combler un espace laissé vide par le PCE qui, bien que doté d'une structure forte et disposant de la longue expérience de la clandestinité, n'a pu se montrer suffisamment attractif. L'Internationale socialiste qui a donné son appui dès le début à Felipe Gonzalez a été un soutien efficace lui procurant son image de marque européenne. Suárez ne s'y est pas trompé, qui un mois à peine après être entré au gouvernement, invitait Felipe Gonzalez à un déjeuner. Deux mois après en octobre se réunissait à Madrid le premier Congrès du PSOE.

- 3 -

Les communistes, qui étaient les plus craints, se sont en réalité révélés beaucoup moins implantés que certains l'avaient cru (en retranchant les sièges du PSUC, 14 sièges recueillis au Congrès). Carrillo a fait tout son possible pour ne pas déplaire et faire oublier le passé. Son eurocommunisme lui a assuré plus de prestige pour le moment à l'extérieur que dans le pays.

Le peuple accepta le 15 décembre avec 29 % des voix la Loi sur la Réforme dont la réalisation impliquait les droits d'associations politiques et syndicales.

L'accent a été mis avant tout sur la réforme politique, le gouvernement se sentant moins de courage, surtout en période préélectorale (peur de perdre des voix par mesures impopulaires) pour s'attaquer de front aux problèmes économiques. Ainsi, l'absence d'une politique et surtout d'engagements clairs s'est fait sentir. La crise qui remonte à 1973 découle notamment de la hausse des prix du pétrole, mais n'a été résolue par aucun des gouvernements de la Monarchie. Le verbalisme et les demi-mesures n'ont su qu'amplifier le mouvement inflationniste (la hausse des prix dépassera 30 % cette année) et accroître le chômage (1,4 millions de chômeurs). Le point fort du programme, présenté par la nouvelle équipe gouvernementale, se trouve dans la réforme fiscale. Celle-ci, d'inspiration centre-gauche, s'est déjà trouvée en face d'une pluie d'amendements venant aussi bien du PSOE que d'Alianza Popular. La dévaluation est déjà considérée comme un coup d'épée dans l'eau, n'étant accompagnée d'aucune autre mesure concrète. Tout au plus favorisera-t-elle quelque temps certaines exportations et le tourisme.

- 4 -

Le gouvernement cherche des formules de négociations tripartites avec les syndicats mais les revendications salariales se font toujours plus nombreuses et la productivité est en sérieuse baisse.

Les déséquilibres entre les diverses régions (infrastructures, développement industriel, etc.) ne seront pas résolus par des formules d'autonomie aux contours encore imprécis.

Le projet de Constitution qui est en cours d'élaboration dans les commissions des partis bute principalement sur le problème des régions et du degré d'autonomie qui devra être conféré à celles-ci ou à quelques-unes d'entre elles (Catalogne, Pays basque notamment).

L'intégration européenne, grand thème rassemblant pratiquement tous les partis au moment des élections et cheval de bataille de l'UDC, nécessitera pour le moins quelque sept à huit ans avant de devenir une réalité. L'Espagne a toutefois su saisir l'occasion qui lui était offerte et entamer des négociations avec l'AELE qui devront aboutir à un libre échange des produits industriels et quelques produits agricoles en prenant pour base l'accord de 1970 avec la CEE.

Au cours de ces derniers mois, les relations internationales ont été particulièrement privilégiées (voir le nombre de visites officielles à Madrid de chefs de gouvernements, ministres et dirigeants de partis ainsi que les déplacements du Roi et de Suárez). Ceci marque l'intérêt porté actuellement de tous côtés à l'Espagne. Une diplomatie

- 5 -

suivie à un rythme si intense laisse cependant une part d'illusion et ne débouche que rarement sur des réalisations.

La rupture avec le passé a été marquée par le rétablissement de relations diplomatiques avec certains pays, qui les avaient interrompues sous le régime franquiste. Les relations avec les pays de l'Est semblent avoir bénéficié de la plateforme offerte par la CSCE. Les liens avec l'Amérique latine (Mexique surtout, mais aussi Venezuela) sont en phase d'expansion.

L'Espagne a toujours montré son intérêt pour les relations avec le monde arabe. Celui-ci peut lui offrir des avantages importants pour couvrir ses besoins énergétiques. L'établissement de relations diplomatiques avec Israël est à l'examen par le nouveau gouvernement.

L'entrée à l'OTAN n'est pas un objectif considéré comme étant de première immédiateté. Des divergences en particulier existent entre l'UCD et les socialistes. A cet égard, l'aspect de la sécurité en Méditerranée paraît intéresser particulièrement Madrid.

L'Espagne après les élections du 15 juin a donné l'image d'un pays dans lequel la démocratie s'est remise en marche. Toutefois, pour qu'elle puisse mériter pleinement le certificat de démocratie qui lui sera décerné au moment où elle trouvera sa place au sein des institutions européennes (CEE et tout particulièrement Conseil de l'Europe), il lui restera à démontrer au travers de sa Constitution qu'elle est prête à faire de la démocratie une réalité. Cela exigera un effort commun et un sacrifice de la part de chaque Espagnol.